





catégorie de popula-tion sans droits (sécurité sociale, logements, droits liés au travail légal, recours à la justice...), vivant dans une peur constante (contrôles policiers, problème de santé, mauvais traitements, expulsions, refus d'être payé...), réserve de main d'œuvre exploitable à merci (textile, ménage, BTP, travail sexuel...). Bref il offre aux entreprises une "délocalisation sur place", tout en permettant aux gouvernements de refermer la vanne et d'expulser au besoin.



Depuis quelques années et à un rythme accéléré depuis le 11 septembre 2001, le capitalisme tente de démultiplier ses appareils répressifs. Au niveau mondial, c'est le renforcement des régimes forts dans les pays pauvres, l'extension illimitée des pouvoirs de police, ainsi que le vote de législations d'exception en Occident. Il s'agit de renforcer le contrôle et la standardisation du quotidien de chaque habitantE de l'Union, en ciblant particulièrement les populations issues de l'immigration et les pauvres.

En Europe, après la proposition d'un corps anti-émeute européen pour 'optimiser' encore la répression sanglante orchestrée lors des contestations anticapitalistes de Prague, Göteborg ou Gènes, c'est à présent le projet de mandat d'arrêt européen et l'adoption d'une législation 'antiterroriste' commune qui

sont à l'ordre du jour.

Des lois spécifiquement adaptées au terrorisme existent depuis déjà bien longtemps dans chaque pays européen. Les nouvelles législations 'trompe l'œil' ne visent clairement qu'à étendre la notion de terrorisme à toute forme de contestation réelle du système en place. Ces lois pourront s'appliquer à diverses formes de désobéissance civile, d'action directe et d'action syndicale (atteinte à la propriété privée, occupation de locaux publics, information politique...). En effet, le flou de ces nouvelles lois menace quelques 'droits' encore concédés par les systèmes législatifs européens : des personnes pourront p.ex. être durement condamnées en dehors même de la gravité, au vu de la loi,

d'expulsion, d'extradition ou d'arrestation. police en Europe et être le point de départ potentiel d'une mesure puisqu'il peut être consulté instantanément à partir de chaque poste de C'est en fait à la prolifération des frontières que l'on assiste avec le SIS se rendre à ces événements.

l'ordre public') en les plaçant sous surveillance ou en les empêchant de manifestations de contestation (représentant un 'danger potentiel pour politiques. Elle visera les personnes suspectées de prendre part à des • la seconde base de donnée couvrira l'ordre public et les actions leur permis de résidence.

 \bullet un premier fichier contenant touTEs les étrangerEs. Celles/ceux-ci seront marquéEs d'un signal 'd'alerte' s'illes outrepassent leur visa ou

: səəuuop əp səseq er les immigréEs et cheche actuellement à mettre en place 2 nouvelles nalements (personnes, véhicules, objets recherchés). Il vise en particulila totalité de l'espace Schengen. Ce fichier contient déjà 14 millions de sig-Système d'Information Schengen (SIS), situé à Strasbourg, a été créé en tant que système de surveillance unifié visant à renforcer le contrôle sur tion deviennent cruciales pour le contrôle des mouvements frontaliers. Le A l'intérieur de l'Europe, l'ancien système de frontières s'est dématérialisé et les technologies d'informa-

: (SIS) uəbuəyəs d'information je système

Le tout vient compléter l'arsenal de répression-mise au travail qui se met en place ces dernières années : réforme judiciaire, dispositions concernant les mineurEs et la prévention, PARE (plan d'aide au retour à l'emploi) et interconnexion des fichiers sociaux, lois Chevènement-Réséda sur les étrangerEs, ghettoïsation des populations pauvres et/ou issues de l'immigration en ban-

On n'assiste pas seulement à la construction d'une forteresse Europe, mais surtout à celle d'une entreprise Europe où règnerait un niveau de surveillance et de contrôle maximum, définie en vue d'une rentabilisation optimale du travail humain comme de tous les instants de la vie et de tous les rapports soci-

Dans le but de faire accepter toutes ces mesures, les politicienNEs développent actuellement, avec succès semble-t-il, une paranoïa sécuritaire. Précisons que le système actuel protège avant tout la propriété privée, les biens matériels et les classes dominantes. Nous nous accordons néanmoins à la volonté d'un grand nombre de personnes de vouloir vivre dans une certaine 'sécurité' : ne pas se faire exploiter, licencier, affamer, blesser au travail, agresser dans la rue ni par la police ni par quiconque, ne pas vivre à la merci de l'explosion d'une quelconque usine ou des expérimentations de l'industrie agro-chimique. Mais un système fondé sur la possession des biens de consommation, sur la domination de ses prochainEs, sur l'accumulation inégale des richesses implique frustrations, haines d'autrui, autoritarisme, possession par la force des biens ou des êtres humains et catastrophes écologico-industrielles en tout genre. Le système étatique et capitaliste a beau jeu de justifier ensuite ses flics, ses juges et ses prisons et d'en ajouter toujours plus à mesure que s'accroît son hégémonie. Pour échapper à cet engrenage infernal et espérer assurer réellement une 'sécurité' pour toutes et tous, il nous faut inventer et expérimenter des rannorts Dans le but de faire accepter toutes ces mesures, les politicienNEs



toutes et tous, il nous faut inven-ter et expérimenter des rapports sociaux égalitaires et non-marchands fondés sur l'autonomie des individus, l'entraide et la solidarité.

ni frontières, ni nations..

La liberté d'installation fait peur à beaucoup. L'idée selon laquelle "on ne peut pas accueillir toute la misère du monde" est un lieu commun qui cache le refus de questionner les origines d'une certaine profusion de biens matériels en occident.. Les menaces 'd'invasion' ne sont à l'heure actuelle que des fantasmes xénophobes entretenus par les pouvoirs politiques. Il est néanmoins clair que l'ouverture nécessaire des frontières va pour nous de pair avec la remise en cause d'un système global d'exploitation qui, en piétinant la vie de la majorité de la population mondiale, incite un nombre croissant de personnes à espérer se réfugier dans les quelques pays qui pillent les autres et accumulent toutes les richesses.

accumulent toutes les richesses.
L'émigration résulte de l'intérêt légitime des personnes pour trouver des conditions de vie meilleures ou différentes.. Actuellement elle est aussi et surtout une conséquence du capitalisme mondialisé : de l'exploitation économique, de la répression politique, de la destruction des ressources naturelles et des guerres générées partout sur la planète. Pour faire face à ces problèmes il faudrait changer en profondeur notre système économique et politique néocolonialiste, et de laisser aux populations des pays dits "pauvres", une autonomie économique et politique. Au lieu de cela les pays de l'Union cherchent à se protéger d'une situation explosive à court terme en transformant l'Europe en forteresse à même de repousser les assauts de ceux et celles qu'elle appauvri et affame. qu'elle appauvri et affame.

Partout autour de l'Europe se construisent ainsi des murs de la honte avec leurs camps, leur armada technologique et militaire, s'appuyant sur des lois racistes et la passivité complice de la majeure partie de la population. Des centaines de personnes meurent chaque année en essayant d'entrer dans la forteresse, ou en s'en faisant brutale-

ment expulser.

L'Europe de Schengen crée aussi une classe sociale dont elle profite abondamment : les sans-papiers. En effet, le système de frontières ne peut et ne cherche de toute façon pas réellement à empêcher toute immigration. Il engendre au contraire une

des actes réalisés. Le simple fait que ces actes soient estimés avoir été commis en raison d'une idéologie visant à une transformation radicale de la société en fera des actions potentiellement jugées comme terroristes. Le jeu sur la notion d'intentionnalité pourrait même permettre de punir des personnes qui n'ont pas encore commis de délits, si elles sont jugées avoir eu l'intention de les commettre.

Le mandat d'arrêt européen permettra l'extradition automatique d'un pays de l'Union de n'importe quel individu, si celui-ci/celle-ci est poursuiviE pour un acte jugé criminel (par exemple l'homosexualité ou l'avortement en Irlande, la participation aux manifestations de Gênes en Italie...) dans un autre pays européen. Cette initiative d'harmonisation par le pire échappe totalement aux contrôles sur l'extradition habituellement exercés par les pouvoirs politiques et judiciaires de chaque pays. La répression, elle, ne s'embarasse pas de frontières l

En France les Lois sur la Sécurité Quotidienne votées en novembre pour accompagner le plan vigipirate au moins jusqu'en 2003 sous couvert de lutte antiterroristé; sont le dernier avatar du contrôle social et légalisent certaines pratiques déjà courantes. Elles concernent :

- des perquisitions et fouilles préventives dans les logements et véhicules en dehors de toute enquête judiciaire en cours.
 des pouvoirs policiers accordés aux vigiles tel que le port d'armes à feu dans les transports en commun, les contrôles d'identité, fouilles et palpations.
 le contrôle des correspondances téléphoniques et électroniques, ainsi que de la cryptographie

- de la cryptographie. l'institution de la responsabilité pénale des mineurEs à partir de l'âge de
- des peines de prison ferme pour des fraudes répétées de métro ou de trains. Mesure d'autant plus efficace que grâce au plan vigipirate en phase 2, les transports sont plein d'agents divers de la répression (contrôleurs, vigiles, flics, parachutistes...)
- le fichage ADN des auteurEs de crimes et délits avec violence.
- l'interdiction des free parties
- l'interdiction de stationner dans les halls d'immeuble.



liberté de mouvement et d'installation s'insère dans la construction positive d'une autre société. Comme nous cer le capitalisme. La revendic-ation de Nous ne voulons pas être simplement réactif-VEs et nous contenter de dénonocales variées.

sans frontières.

Nous voulons dépasser la débrouille
individuelle, mettre en commun nos
forces et relier des gens qui se placent
dans une perspective d'emancipation
anticapitaliste avec des pratiques politiques différentes et des expé-riences
florales variées

Il sera l'occasion de quantité de discussions internationales et d'ateliers, nous avons l'intention de créer pendant dix jours un laboratoire de résistance créative et de désobéissance civile. Le système capitaliste divise les gens, nous voulons nous unir dans un monde esystème capitaliste divise les gens, nous voulons nous unir dans un monde

modes d'organisation. Le campement permettra une diversité d'actions directes (manifestations publiques, théâtre et fête de rue, actions en banlièues, forums et occupations, radios pirates, offensives informatiques...) dans une perspective de complémentarité, d'échanges sur nos pratiques et d'expérimentation sur nos modes d'organisation

Il est temps de rompre avec le tatàlisme et de reprendre l'initiative: nous cherchons à agir concrètement contre les instruments du contrôle d'Etat, contre les différentes formes d'exploitation des migrantEs et des populations. Dans le cadre de cette lutte, le réceau No border, ou se retrouvent des collectifs de divers pays, des groupes autonomes d'immigreEs ou de sans-papierEs, tifs de divers pays, des groupes autonomes d'immigreEs ou de sans-papierEs, airs de divers pays, des groupes autonomes d'immigreEs ou de sans-papierEs, sins de linitiative d'un campement contre les frontières du 19 au 28 juillet 2001 as Strasbourg. Strasbourg abrite en effet diverses institutions européennes (le parlement européen et la cour européenne des droits de l'homme) ainsi que le sals moyau du système de contrôle centralisé. Suivant les affinités et pôles de lutte de chacunE les cibles et thèmes du campement seront diversifiés (LSQ). Residenzpflicht, double peine, violences policières, Organisation internationale pour les migrations, patriarcat, prisons, expulsions, racisme, ...) Il est temps de rompre avec le fatalisme et de reprendre l'initiative :



sinon celle dictée par les lieux et les désirs des participantEs. Thüringen et en Equateur] Ces campements n'ont pas de forme fixe d'Allemagne) ; en 2002 sont prévus également des campements à de l'aéroport de Francfort (où se font la plupart des expulsions 2001: Tarifa (Espagne), Lendava (Slovénie), Krynki (Pologne) et près entre est et ouest), Ustrzyki Gorne (Pologne), Marzamemi (Sicile); frontière polonaise); 2000 : Cottbus (Allemagne, ancienne frontière jusqu'à plusieurs milliers de personnes. [1999: Zittau (Allemagne, campements aux frontières extérieures et intérieures qui ont réuni [www.deportation-alliance.com]. Il a également initié plusieurs compagnies aériennes qui se font complices des expulsions et décentralisées. Il coordonne entre autres des campagnes contre les comme un espace de coordination d'un ensemble d'initiatives autonomes Le réseau no border n'est pas une organisation mais fonctionne plutôt

ie no border network :



pour des infos supplémentaires sur le campement, le système de frontières et le contrôle social:

www.bok.net/pajol www.lsijolie.net www.bugbrother.com www.tranquillou.free.fr www.noborder.org; www.noborder-strasbourg.fr.st www.indymedia.org



quelques contacts de groupes locaux investis dans la préparation du campement :

- Groupe noborder au syndicat potentiel/13 rue des Couples/ 67 000 Strasbourg/ 03 33 37 08 72/noborder-strasbourg@fr.st
- Le festival permanent contre les lois racistes / Strasbourg 03 33 37 08 72/
- Scalp / Reflex / No Pasaran / Collectif anti-expulsions d'Ile de France/21 ter rue Voltaire/75011 Paris
- 01 53 79 12 21 (repondeur et fax) caeparis@free.fr reflex@ecm.org
- Espace autogéré des tanneries/17 bvd de Chicago /21 000 Dijon/03 80 66 64 81 tanneries@free.fr

